|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NATIONS** **UNIES** |  | **MC** |
|  |  | **UNEP/**MC/COP.3/Dec.12 |
| EP | **Programme**  **des Nations Unies**  **pour l’environnement** | Distr. générale  7 janvier 2020  Français  Original : anglais |

Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure

Troisième réunion

Genève, 25–29 novembre 2019

Décision adoptée par la troisième Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure

MC-3/12 : Programme de travail et budget de l’exercice biennal 2020–2021

*La Conférence des Parties*,

*Rappelant* sa décision MC-1/15, intitulée « Programme de travail du secrétariat et projet de budget pour l’exercice biennal 2018–2019 »,

*Rappelant également* sa décision MC-2/12, intitulée « Informations actualisées sur le budget pour 2019 »,

*Se félicitant* des efforts déployés par la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l’environnement pour proposer, ainsi qu’elle en avait été priée au paragraphe 1 de la décision MC-2/7, des moyens d’utiliser les ressources de la Convention de Minamata de la manière la plus rationnelle possible,

*Se félicitant également* de la contribution annuelle de la Suisse, qui accueille le secrétariat, d’un montant d’un million de francs suisses, qui est réparti à raison de 60 % au Fonds général d’affectation spéciale et de 40 % au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées et qui doit servir en priorité à faciliter la participation de représentants de pays en développement à ses réunions,

*Prenant note* des contributions au Fonds général d’affectation spéciale versées par les Parties,

*Rappelant* que le montant total de la réserve de trésorerie de la Convention dans le Fonds général d’affectation spéciale a été constitué en 2018 et réaffirmant que la réserve de trésorerie est maintenue à 15 % du budget annuel,

*Constatant avec satisfaction* les contributions et les annonces de contributions au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées faites par l’Autriche, la Finlande, la France, le Japon, la Norvège, les Philippines, la Suède, la Suisse et l’Union européenne au cours de l’exercice biennal 2018–2019,

*Constatant également avec satisfaction* les contributions et les annonces de contributions au Fonds d’affectation spéciale particulier faites par l’Allemagne, l’Autriche, le Danemark, les États-Unis d’Amérique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, la Suède et la Suisse au cours de l’exercice biennal 2018–2019,

*Rappelant* qu’elle a prié la Secrétaire exécutive d’établir le budget de l’exercice   
biennal 2020–2021, qu’elle devait examiner à sa troisième réunion en 2019, en expliquant les principes fondamentaux, les hypothèses et la stratégie de programmation sur lesquels repose ce budget et en présentant les dépenses pour cet exercice biennal par programme et par activité inscrite au budget, chaque activité étant accompagnée d’une fiche d’information,

*Rappelant également* qu’elle a prié la Secrétaire exécutive, dans le cadre de l’établissement du budget et du programme de travail de l’exercice biennal 2020–2021, de présenter deux scénarios dont :

a) Un présentant le budget opérationnel maintenu à son niveau de 2019 en valeur nominale ;

b) Un faisant apparaître les changements qu’il faudrait apporter au scénario visé ci-dessus pour répondre aux besoins prévus ainsi que les coûts ou économies correspondants ;

*Rappelant en outre* qu’elle a prié la Secrétaire exécutive de tenir compte de la proposition de modalités permanentes de partage de certains services présentée par la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l’environnement, y compris les différents options, lors de l’élaboration du programme de travail et du budget de l’exercice biennal 2020–2021, conformément au paragraphe 2 de la décision MC-2/7,

1. *Invite* les Parties et autres parties prenantes en mesure de le faire à apporter une contribution en nature, sous la forme d’un détachement ou d’un administrateur auxiliaire, pour faciliter le fonctionnement du Programme international spécifique au cours de l’exercice biennal 2020–2021 ;

I

Fonds général d’affectation spéciale pour la Convention de Minamata sur le mercure

2. *Prend note* du rapport fourni par la Secrétaire exécutive sur les principales activités du secrétariat pendant l’intersession[[1]](#footnote-2) ainsi que du rapport sur les dépenses encourues pendant l’exercice biennal 2018–2019 communiqué dans le cadre de la publication de l’information financière[[2]](#footnote-3) ;

3. *Prend également note* du projet de programme de travail et de budget pour l’exercice biennal 2020–2021[[3]](#footnote-4), ainsi que des informations supplémentaires sur les questions financières[[4]](#footnote-5), des projets de budget opérationnel correspondant aux deux scénarios de financement[[5]](#footnote-6) et des fiches d’information sur les activités inscrites au budget[[6]](#footnote-7) ;

4. *Approuve* le budget du Fonds général d’affectation spéciale de l’exercice   
biennal 2020–2021, qui s’élève à 7 579 959 dollars des États-Unis ;

5. *Adopte* le barème indicatif des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l’exercice 2020–2021 figurant dans le tableau 2 de la présente décision et autorise la Secrétaire exécutive, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies, à ajuster ce barème afin d’y inclure toutes les Parties à l’égard desquelles la Convention entrera en vigueur avant le 1er janvier 2020 ;

6. *Rappelle* que les contributions au Fonds général d’affectation spéciale sont dues le 1er janvier de l’année pour laquelle ces contributions ont été budgétisées et au plus tard le 31 décembre de l’année en question et prie les Parties de payer promptement leurs contributions afin de permettre au secrétariat d’effectuer ses travaux ;

II

Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées pour la Convention de Minamata sur le mercure

7. *Prend note* des informations actualisées fournies par la Secrétaire exécutive sur les activités de 2019 et les dépenses de l’exercice 2018–2019 financées au moyen du Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées, telles qu’elles figurent dans l’information financière[[7]](#footnote-8), ainsi que du rapport sur les principales activités menées par le secrétariat pendant l’intersession[[8]](#footnote-9) ;

8. *Prend également note* du projet de programme de travail et de budget pour l’exercice biennal 2020–2021[[9]](#footnote-10), ainsi que des informations supplémentaires sur les questions financières[[10]](#footnote-11), des projets de budget opérationnel correspondant aux deux scénarios de financement[[11]](#footnote-12) et des fiches d’information sur les activités inscrites au budget[[12]](#footnote-13) ;

9. *Prend en outre note* des estimations concernant le Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées de l’exercice biennal 2020–2021, qui s’élèvent à 4 377 620 dollars des États-Unis ;

10. *Note* que la mise en œuvre des activités prévues est subordonnée au versement de ressources au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées ;

11. *Prie* les Parties et invite les non-Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à contribuer au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées pour appuyer les activités de renforcement des capacités et d’assistance technique du secrétariat de la Convention de Minamata conformément à l’article 14 de la Convention ;

12. *Invite* les Parties et les non-Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à verser des contributions au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées afin de faciliter la participation à ses réunions et à celles de ses organes subsidiaires de représentants de Parties qui sont des pays en développement et en transition ;

III

Fonds d’affectation spéciale particulier pour la Convention de Minamata sur le mercure

13. *Prend note* du rapport d’ensemble sur le Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique et sur le Fonds d’affectation spéciale particulier consacré à ces activités[[13]](#footnote-14) ;

14. *Invite* les Parties et les non-Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à contribuer au Fonds d’affectation spéciale particulier pour appuyer les activités de renforcement des capacités et d’assistance technique conformément à l’article 13 de la Convention ;

IV

Préparatifs pour l’exercice biennal 2022–2023

15. *Prie* la Secrétaire exécutive d’établir un projet de budget pour l’exercice   
biennal 2022–2023, qu’elle examinera à sa quatrième réunion en 2021, en expliquant les principes fondamentaux, les hypothèses et la stratégie de programmation sur lesquels repose ce budget et en présentant les dépenses pour cet exercice biennal par programme et par activité inscrite au budget, chaque activité étant accompagnée d’une fiche d’information ;

16. *Prie également* la Secrétaire exécutive, lors de l’établissement du budget et du programme de travail pour l’exercice biennal 2022–2023, de présenter deux scénarios dont :

a) Un maintenant le budget opérationnel à son niveau de 2020–2021 en valeur nominale ;

b) Un faisant apparaître les changements qu’il faudrait apporter au scénario visé ci-dessus pour répondre aux besoins prévus ainsi que les coûts ou économies correspondants, qui ne devraient pas représenter, en valeur nominale, une hausse de plus de 5 % par rapport au budget de l’exercice biennal 2020–2021 ;

17. *Souligne* qu’il faut veiller à ce que les propositions budgétaires soient réalistes et reflètent les priorités déterminées par l’ensemble des Parties dans le but d’assurer la viabilité et la stabilité du Fonds ainsi que du solde de trésorerie, y compris les contributions reçues ;

18. *Prie* la Secrétaire exécutive, agissant en application du paragraphe 8 de l’article 5 des Règles de gestion financière, d’accuser réception sans retard de toutes les annonces de contributions et de toutes les contributions acquittées et d’en informer les Parties par la publication d’informations actualisées sur l’état des contributions annoncées et acquittées sur le site Web de la Convention, et la prie également de fournir des informations détaillées et actualisées sur les recettes et les dépenses effectives des trois fonds ;

19. *Prie également* la Secrétaire exécutive de lui communiquer, à ses réunions, s’il y a lieu, une estimation du coût des activités ayant des incidences budgétaires qui ne sont pas prévues dans le projet de programme de travail mais qui figurent dans les projets de décision proposés, avant qu’elle n’adopte ces décisions.

Tableau 1   
Programme de travail et budget de l’exercice biennal 2020–2021

(En dollars des États-Unis)

| *No. d’activité* | *Activité* | *(2020)* | | *(2021)* | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | *Fonds d’affectation spéciale général* | *Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées* | *Fonds d’affectation spéciale général* | *Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées* |
| **A.** | **Conférences et réunions** |  |  |  |  |
| **1** | **Quatrième réunion de la Conférence des Parties** |  |  |  |  |
|  | 1.1 Quatrième réunion |  |  | 1 055 000 | 425 000 |
|  | 1.2 Réunions préparatoires régionales |  |  |  | 420 000 |
|  | 1.3 Groupes d’experts intersessions dotés d’un mandat à durée déterminée prescrit par la Conférence des Parties | 100 000 | 85 000 |  | 100 000 |
|  | **Total partiel** | **100 000** | **85 000** | **1 055 000** | **945 000** |
| **2** | **Bureau de la Conférence des Parties** |  |  |  |  |
|  | 2.1 Réunion du Bureau |  |  | 26 000 |  |
|  | **Total partiel** |  |  | **26 000** |  |
| **3** | **Comité de mise en œuvre et du respect des obligations** |  |  |  |  |
|  | 3.1 Réunion du Comité |  |  | 53 000 |  |
|  | **Total partiel** |  |  | **53 000** |  |
|  | **Total (A)** | **100 000** | **85 000** | **1 134 000** | **945 000** |
| **B.** | **Renforcement des capacités et assistance technique** |  |  |  |  |
| **4** | **Programme de renforcement des capacités et d’assistance technique de la Convention de Minamata** |  |  |  |  |
|  | 4.1 Outils et méthodes |  | 40 000 |  | 60 000 |
|  | 4.2 Activités spécifiques de renforcement des capacités |  | 270 000 |  | 270 000 |
|  | 4.3 Activités de renforcement des capacités sur demande |  | 45 000 |  | 90 000 |
|  | 4.4 Activités intersectorielles |  | 230 000 |  | 230 000 |
|  | **Total partiel** |  | **585 000** |  | **650 000** |
|  | **Total (B)** |  | **585 000** |  | **650 000** |
| **C.** | **Activités scientifiques et techniques** |  |  |  |  |
| **5** | **Appui scientifique aux États parties à la Convention de Minamata** |  |  |  |  |
|  | 5.1 Collecte et analyse d’informations sur les codes/produits et processus douaniers | 30 000 |  | 30 000 |  |
|  | 5.2 Mise à jour des orientations relatives aux plans d’action nationaux en matière d’extraction artisanale et à petite échelle d’or |  | 50 000 |  | 50 000 |
|  | 5.3 Mise à jour/élaboration d’orientations sur les émissions/rejets de mercure |  | 50 000 |  | 50 000 |
|  | 5.4 Collecte et analyse d’informations sur les déchets de mercure et les sites contaminés | 30 000 | 20 000 | 30 000 | 20 000 |
|  | 5.5 Activités scientifiques et techniques intersectorielles |  | 500 000 |  | 400 000 |
|  | **Total partiel** | **60 000** | **620 000** | **60 000** | **520 000** |
| **6** | **Évaluation de l’efficacitéa** |  |  |  |  |
|  | 6.1 Élaboration d’un projet de document d’orientation sur la surveillance | 85 000 | 150 000 | 85 000 |  |
|  | 6.2 Élaboration d’un rapport sur le commerce, l’approvisionnement et la demande |  |  | 200 000 |  |
|  | **Total partiel** | **85 000** | **150 000** | **285 000** |  |
| **7** | **Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata** |  |  |  |  |
|  | 7.1 Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata | 40 000 |  | 76 500 |  |
|  | **Total partiel** | **40 000** |  | **76 500** |  |
|  | **Total (C)** | **185 000** | **770 000** | **421 500** | **520 000** |
| **D.** | **Gestion des connaissances et de l’information et communication** |  |  |  |  |
| **8** | **Publications** |  |  |  |  |
|  | 8.1 Publications | 25 000 | 30 000 | 20 000 | 30 000 |
|  | **Total partiel** | **25 000** | **30 000** | **20 000** | **30 000** |
| **9** | **Communication, information et sensibilisation du public** |  |  |  |  |
|  | 9.1 Communication, information et sensibilisation du public | 85 000 | 25 000 | 70 000 |  |
|  | **Total partiel** | **85 000** | **25 000** | **70 000** |  |
|  | **Total (D)** | **110 000** | **55 000** | **90 000** | **30 000** |
| **E.** | **Gestion générale** |  |  |  |  |
| **10** | **Direction exécutive et administration** |  |  |  |  |
|  | 10.1 Gestion générale\* | 1 967 600 |  | 2 026 328 |  |
|  | 10.2 Voyages des fonctionnaires | 140 000 |  | 140 000 |  |
|  | **Total partiel** | **2 107 600** |  | **2 166 328** |  |
| **11** | **Coopération et coordination au niveau international** |  |  |  |  |
|  | 11.1. Coopération concernant les objectifs plus vastes liés au développement durable et à l’environnement |  |  |  |  |
|  | 11.2. Coopération au sein du groupe des produits chimiques et des déchets |  |  |  |  |
|  | 11.3. Autres types de coopération et coordination |  |  |  |  |
|  | **Total partiel** |  |  |  |  |
| **12** | **Ressources financières et mécanisme de financement** |  |  |  |  |
|  | 12.1. Mécanisme de financement |  |  |  |  |
|  | 12.2. Ressources financières |  |  |  |  |
|  | **Total partiel** |  |  |  |  |
|  | **Total (E)** | **2 107 600** |  | **2 166 328** |  |
| **F.** | **Activités juridiques et de politique générale** |  |  |  |  |
| **13** | **Activités juridiques et de politique générale** |  |  |  |  |
|  | 13.1 Objectifs de développement durable et genre |  | 120 000 |  | 114 000 |
|  | **Total partiel** |  | **120 000** |  | **114 000** |
|  | **Total (F)** |  | 120 000 |  | 114 000 |
| **G.** | **Entretien des locaux et services** |  |  |  |  |
| **14** | **Entretien des locaux et services** |  |  |  |  |
|  | 14.1 Entretien des locaux et services | 145 000 |  | 145 000 |  |
|  | **Total partiel** | **145 000** |  | **145 000** |  |
| **15** | **Services informatiques** |  |  |  |  |
|  | 15.1 Services informatiques | 53 500 |  | 50 000 |  |
|  | **Total partiel** | **53 500** |  | **50 000** |  |
|  | **Total (G)** | **198 500** |  | **195 000** |  |
|  | Ressources nécessaires pour toutes les activités |  |  |  |  |
|  | **Total des coûts directs (dépenses d’appui aux programmes non comprises) (A à G)** | **2 701 100** | **1 615 000** | **4 006 828** | **2 259 000** |
|  | Dépenses d’appui aux programmes (13 %) | 351 143 | 209 950 | 520 888 | 293 670 |
|  | **Total général (dépenses d’appui aux programmes comprises)** | **3 052 243** | **1 824 950** | **4 527 716** | **2 552 670** |

a L’activité 6 (Évaluation de l’efficacité) a été ajustée par le secrétariat, ainsi que la Conférence des Parties l’avait demandé à sa troisième réunion.

\* À titre exceptionnel, et seulement après que les mesures d’économie et d’efficacité ont été épuisées, le Secrétaire exécutif peut puiser dans la réserve de trésorerie pour financer tout passif résultant d’un arrêt définitif qui serait prononcé dans une affaire portée par le personnel basé à Genève.

Tableau 2   
**Aperçu du barème indicatif des quotes-parts et des contributions   
au Fonds d’affectation spéciale général pour 2020–2021**

(En dollars des États-Unis)

| *Partie* | | *Barème des quotes-parts de l’ONU (%)* | *Barème de Minamata (maximum 22 % ; minimum 0,010 %)* | *Montant total des contributions (2020–2021)* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **États d’Afrique (32)** | |  |  |  |
| 1 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,3333 | 21 541 |
| 2 | Bénin | 0,003 | 0,0100 | 646 |
| 3 | Botswana | 0,014 | 0,0172 | 1 109 |
| 4 | Burkina Faso | 0,003 | 0,0100 | 646 |
| 5 | Comores | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 6 | Congo | 0,006 | 0,0100 | 646 |
| 7 | Côte d’Ivoire | 0,013 | 0,0159 | 1 030 |
| 8 | Djibouti | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 9 | Eswatini | 0,002 | 0,0100 | 646 |
| 10 | Gabon | 0,015 | 0,0184 | 1 188 |
| 11 | Gambie | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 12 | Ghana | 0,015 | 0,0184 | 1 188 |
| 13 | Guinée | 0,003 | 0,0100 | 646 |
| 14 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 15 | Guinée équatoriale | 0,016 | 0,0196 | 1 267 |
| 16 | Lesotho | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 17 | Madagascar | 0,004 | 0,0100 | 646 |
| 18 | Mali | 0,004 | 0,0100 | 646 |
| 19 | Maurice | 0,011 | 0,0135 | 871 |
| 20 | Mauritanie | 0,002 | 0,0100 | 646 |
| 21 | Namibie | 0,009 | 0,0110 | 713 |
| 22 | Niger | 0,002 | 0,0100 | 646 |
| 23 | Nigéria | 0,25 | 0,3063 | 19 799 |
| 24 | Ouganda | 0,008 | 0,0100 | 646 |
| 25 | Rwanda | 0,003 | 0,0100 | 646 |
| 26 | Sao-Tomé-et Principe | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 27 | Sénégal | 0,007 | 0,0100 | 646 |
| 28 | Seychelles | 0,002 | 0,0100 | 646 |
| 29 | Sierra Leone | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 30 | Tchad | 0,004 | 0,0100 | 646 |
| 31 | Togo | 0,002 | 0,0100 | 646 |
| 32 | Zambie | 0,009 | 0,0110 | 713 |
| **États d’Asie et du Pacifique (27)** | |  |  |  |
| 33 | Afghanistan | 0,007 | 0,0100 | 646 |
| 34 | Arabie saoudite | 1,172 | 1,4361 | 92 818 |
| 35 | Chine | 12,005 | 14,7103 | 950 747 |
| 36 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,7548 | 48 785 |
| 37 | État de Palestine | 0,008 | 0,0100 | 646 |
| 38 | Îles Marshall | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 39 | Inde | 0,834 | 1,0219 | 66 049 |
| 40 | Indonésie | 0,543 | 0,6654 | 43 003 |
| 41 | Iran (République islamique d’) | 0,398 | 0,4877 | 31 520 |
| 42 | Japon | 8,564 | 10,4939 | 678 234 |
| 43 | Jordanie | 0,021 | 0,0257 | 1 663 |
| 44 | Kiribati | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 45 | Koweït | 0,252 | 0,3088 | 19 957 |
| 46 | Liban | 0,047 | 0,0576 | 3 722 |
| 47 | Mongolie | 0,005 | 0,0100 | 646 |
| 48 | Palaos | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 49 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,0135 | 871 |
| 50 | République de Corée | 2,267 | 2,7779 | 179 537 |
| 51 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,0100 | 646 |
| 52 | Samoa | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 53 | Singapour | 0,485 | 0,5943 | 38 410 |
| 54 | Sri Lanka | 0,044 | 0,0539 | 3 485 |
| 55 | Thaïlande | 0,307 | 0,3762 | 24 313 |
| 56 | Tonga | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 57 | Tuvalu | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 58 | Vanuatu | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 59 | Viet Nam | 0,077 | 0,0944 | 6 098 |
| **États d’Europe centrale et orientale (13)** | | | | |
| 60 | Arménie | 0,007 | 0,0100 | 646 |
| 61 | Bulgarie | 0,046 | 0,0564 | 3 643 |
| 62 | Croatie | 0,077 | 0,0944 | 6 098 |
| 63 | Estonie | 0,039 | 0,0478 | 3 089 |
| 64 | Hongrie | 0,206 | 0,2524 | 16 314 |
| 65 | Lettonie | 0,047 | 0,0576 | 3 722 |
| 66 | Lituanie | 0,071 | 0,0870 | 5 623 |
| 67 | Moldova (République de) | 0,003 | 0,0100 | 646 |
| 68 | Monténégro | 0,004 | 0,0100 | 646 |
| 69 | Roumanie | 0,198 | 0,2426 | 15 681 |
| 70 | Slovaquie | 0,153 | 0,1875 | 12 117 |
| 71 | Slovénie | 0,076 | 0,0931 | 6 019 |
| 72 | Tchéquie | 0,311 | 0,3811 | 24 630 |
| **États d’Amérique latine et des Caraïbes (23)** | | |  |  |
| 73 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,0100 | 646 |
| 74 | Argentine | 0,915 | 1,1212 | 72 464 |
| 75 | Bolivia (État plurinational de) | 0,016 | 0,0196 | 1 267 |
| 76 | Brésil | 2,948 | 3,6123 | 233 470 |
| 77 | Chili | 0,407 | 0,4987 | 32 233 |
| 78 | Colombie | 0,288 | 0,3529 | 22 808 |
| 79 | Costa Rica | 0,062 | 0,0760 | 4 910 |
| 80 | Cuba | 0,08 | 0,0980 | 6 336 |
| 81 | El Salvador | 0,012 | 0,0147 | 950 |
| 82 | Équateur | 0,08 | 0,0980 | 6 336 |
| 83 | Guyana | 0,002 | 0,0100 | 646 |
| 84 | Honduras | 0,009 | 0,0110 | 713 |
| 85 | Jamaïque | 0,008 | 0,0100 | 646 |
| 86 | Mexique | 1,292 | 1,5832 | 102 321 |
| 87 | Nicaragua | 0,005 | 0,0100 | 646 |
| 88 | Panama | 0,045 | 0,0551 | 3 564 |
| 89 | Paraguay | 0,016 | 0,0196 | 1 267 |
| 90 | Pérou | 0,152 | 0,1863 | 12 038 |
| 91 | République dominicaine | 0,053 | 0,0649 | 4 197 |
| 92 | Sainte Lucie | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 93 | Saint-Kitts-et Nevis | 0,001 | 0,0100 | 646 |
| 94 | Suriname | 0,005 | 0,0100 | 646 |
| 95 | Uruguay | 0,087 | 0,1066 | 6 890 |
| **États d’Europe occidentale et autres États (21)** | | |  |  |
| 96 | Allemagne | 6,09 | 7,4624 | 482 303 |
| 97 | Autriche | 0,677 | 0,8296 | 53 616 |
| 98 | Belgique | 0,821 | 1,0060 | 65 020 |
| 99 | Canada | 2,734 | 3,3501 | 216 522 |
| 100 | Danemark | 0,554 | 0,6788 | 43 875 |
| 101 | États-Unis d’Amérique | 22,000 | 22,0000 | 1 421 885 |
| 102 | Finlande | 0,421 | 0,5159 | 33 341 |
| 103 | France | 4,427 | 5,4246 | 350 600 |
| 104 | Irlande | 0,371 | 0,4546 | 29 382 |
| 105 | Islande | 0,028 | 0,0343 | 2 217 |
| 106 | Liechtenstein | 0,009 | 0,0110 | 713 |
| 107 | Luxembourg | 0,067 | 0,0821 | 5 306 |
| 108 | Malte | 0,017 | 0,0208 | 1 346 |
| 109 | Monaco | 0,011 | 0,0135 | 871 |
| 110 | Norvège | 0,754 | 0,9239 | 59 714 |
| 111 | Pays-Bas | 1,356 | 1,6616 | 107 390 |
| 112 | Portugal | 0,35 | 0,4289 | 27 719 |
| 113 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 4,567 | 5,5962 | 361 688 |
| 114 | Suède | 0,906 | 1,1102 | 71 751 |
| 115 | Suède | 1,151 | 1,4104 | 91 154 |
| 116 | Union européenne | 2,5 | 2,5000 | 161 578 |
| **Total des contributions** | | | **100,00** | **6 463 115** |
| **Budget global (contribution du pays hôte comprise\*)** | | | | **7 579 959** |

\* Comprend la contribution (estimée) du pays hôte (Suisse) au Fonds d’affectation spéciale général, en dollars des États-Unis.

Table 3   
**Besoins indicatifs en personnel**

(En dollars des États-Unis)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Postes* | *Nombre* | *Total des coûts pour l’exercice biennal* *2020–2021*  (*Coûts salariaux standard à Genève)* |
| D-1 Secrétaire exécutif(ve) | 1 | 537 544 |
| P-5 - Coordination et politiques | 1 | 482 328 |
| P-4 - Science et technologie | 1 | 414 120 |
| P-4 - Renforcement des capacités et assistance technique | 1 | 414 120 |
| P-3 - Communication et gestion des connaissances | 1 | 341 852 |
| P-3 – Administrateur(trice) de programmes (rapports, évaluation de l’efficacité) | 1 | 341 852 |
| P-3 Juriste | 1 | 341 852 |
| G - Assistant(e) (programmes) | 4 | 1 100 260 |
| **Total des dépenses de personnel (**dollars É.-U.**)** | **11** | **3 973 928** |

Note : outre le personnel indiqué ci-dessus, le poste de fonctionnaire d’administration (P-4) et celui d’assistant(e) au budget et aux finances (G-6) seront financés au moyen des ressources destinées à l’appui aux programmes.

Tableau 4   
Organigramme du secrétariat de la Convention de Minamata

A screenshot of a cell phone

Description automatically generated

1. UNEP/MC/COP.3/19. [↑](#footnote-ref-2)
2. UNEP/MC/COP.3/INF/10. [↑](#footnote-ref-3)
3. UNEP/MC/COP.3/20. [↑](#footnote-ref-4)
4. UNEP/MC/COP.3/INF/10. [↑](#footnote-ref-5)
5. UNEP/MC/COP.3/INF/11 et INF/11/Add.1. [↑](#footnote-ref-6)
6. UNEP/MC/COP.3/INF/9. [↑](#footnote-ref-7)
7. UNEP/MC/COP.3/INF/10. [↑](#footnote-ref-8)
8. UNEP/MC/COP.3/19. [↑](#footnote-ref-9)
9. UNEP/MC/COP.3/20. [↑](#footnote-ref-10)
10. UNEP/MC/COP.3/INF/10. [↑](#footnote-ref-11)
11. UNEP/MC/COP.3/INF/11 et INF/11/Add.1. [↑](#footnote-ref-12)
12. UNEP/MC/COP.3/INF/9. [↑](#footnote-ref-13)
13. UNEP/MC/COP.3/10. [↑](#footnote-ref-14)